



LE FRONT POLISARIO ET LE DEVELOPPEMENT DU TERRORISME AU SAHEL

**Sous la direction de Claude MONIQUET
Président de l'ESISC**

Mai 2010

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| 1. Introduction | 3 |
| 2. Les origines du conflit du Sahara occidental | 5 |
| 2.1. Une comparaison intéressante : le Front Polisario et le mouvement républicain irlandais | 6 |
| 3. Le Front Polisario aujourd'hui | 8 |
| 3.1. Une organisation affaiblie | 8 |
| 3.2. Un mouvement gangrené par la criminalité | 10 |
| 3.3. Un mouvement en proie à l'islamisme radical | 12 |
| 4. Rapprochement entre le Front Polisario et l'AQMI | 14 |
| 4.1. Développement du terrorisme dans le Sahel | 14 |
| 4.2. Multiplication d'indices sur les liens entre le Polisario et l'AQMI | 16 |
| 4.3. L'affaire « Omar le Sahraoui » | 17 |
| 5. Conclusion | 20 |

INTRODUCTION

Depuis trente-cinq ans, **le conflit autour du Sahara occidental agite l'Afrique du Nord et entretient les tensions entre le Maroc et l'Algérie**. Les efforts internationaux de médiation, soutenus notamment par les Nations unies, s'ils ont permis la signature d'un cessez-le-feu en 1991, n'ont toujours pas abouti à un accord concernant ce territoire contrôlé et administré à plus de 80% par le Royaume du Maroc.

Dans le même temps, la situation sécuritaire régionale a considérablement évolué depuis les attentats du 11 septembre 2001, qui ont donné un second souffle aux organisations terroristes islamistes comme le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). **Depuis 2001, l'Afrique du Nord a en effet été confrontée à une explosion de la violence liée à l'islamisme radical sunnite**. Selon un récent rapport auquel ont contribué l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright et l'ancien commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, le nombre d'attentats répertoriés dans la région a augmenté de plus de 400% entre 2001 et 2007¹.

Cette période a également été marquée par **l'allégeance du GSPC à la mouvance d'Oussama Ben Laden lors de la création, en janvier 2007, de l'organisation al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)**. La mutation du GSPC en antenne régionale d'al-Qaïda s'est accompagnée d'une nouvelle évolution de la violence avec l'arrivée, notamment en Algérie, d'attentats suicides de grande envergure.

Cette tendance s'est toutefois inversée en 2008-2009 avec une diminution du nombre d'attaques. La menace n'a pas pour autant baissé car **l'activité terroriste s'est déplacée vers le sud et le Sahel, profitant de la porosité des frontières et du manque de coopération entre les Etats de la région**. Cette évolution s'est notamment concrétisée par une recrudescence des enlèvements, et plus particulièrement de ressortissants occidentaux.

Cette récente mutation de la menace terroriste en Afrique du Nord **donne au conflit du Sahara occidental, localisé en plein cœur de cette zone d'instabilité, une dimension toute particulière qui en fait désormais un enjeu de sécurité majeur**.

Illustrant cette inquiétude croissante, cinquante-quatre sénateurs américains ont, en mars dernier, enjoint la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à redoubler d'efforts pour résoudre le problème du Sahara occidental, présenté par les législateurs comme une *« priorité de la politique américaine en Afrique du Nord »*. Dans une lettre signée notamment par l'influente présidente de la Commission du Sénat sur le renseignement Dianne Feinstein et par l'ancien candidat à la présidence John McCain, les sénateurs démocrates et républicains évoquent *« l'instabilité croissante »* de la région et des *« tendances inquiétantes »* qui pourraient alimenter le terrorisme².

¹ *Why the Maghreb Matters: Threats, Opportunities, and Options for Effective American Engagement in North Africa*, Potomac Institute for Policy Studies and The Conflict Management Program, 31 mars 2010, pp. 3-4.

<http://www.potomac institute.org/images/studies/NorthAfricaPolicyPaper033109.pdf>

² J. Taylor Rushing, « Bipartisan Senate majority pushing Clinton on Western Sahara », *The Hill*, 18 mars 2010. <http://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/87689-bipartisan-senate-majority-pushing-clinton-on-western-sahara>

Au centre de ces préoccupations, on trouve le Front Polisario, mouvement indépendantiste armé, usé par plus de trente années d'une lutte vaine et incapable, aujourd'hui, d'offrir de réelles perspectives d'avenir à ses adhérents. Son inamovible secrétaire général, Mohamed Abdelaziz, reconnaît d'ailleurs la vulnérabilité de son mouvement. *«Nous ne vivons pas dans une île et tout ce qui touche l'Afrique, le monde arabe et le Maghreb nous touche ! Il se peut que l'attente, les déceptions ainsi que les idées ayant cours au Maghreb puissent toucher quelque peu notamment la jeunesse. Il se peut qu'il puisse se trouver de jeunes Sahraouis intéressés par l'islamisme radical³ »,* déclarait-il en 2005.

En s'appuyant sur une étude approfondie de sources ouvertes – articles de la presse régionale et internationale, rapports d'ONG, d'organisations internationales et de centres de recherche indépendants – et d'entretiens avec des témoins de l'évolution du Polisario et des acteurs de la sécurité régionale en Afrique du Nord, le présent rapport propose un examen des liens entre le Front Polisario et l'AQMI.

Un état des lieux de ce qu'est devenu le Polisario, une présentation de l'évolution du terrorisme dans la région ainsi qu'une étude des indices illustrant les connexions entre le Front et l'AQMI nous permettront d'évaluer dans quelle mesure la récente évolution du mouvement indépendantiste sahraoui a participé au développement du terrorisme dans le Sahel.

³ Interview de Mohamed Abdelaziz accordée au quotidien algérien *L'Expression*, le 23 août 2005. <http://www.lexpressiondz.com/article/2/2005-08-23/28914.html>

LES ORIGINES DU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Les origines du conflit du Sahara occidental remontent à l'installation, en décembre 1884, d'un protectorat espagnol dans les régions de Saguiet al-Hamra et du Rio de Oro, qui est intervenue dans le cadre de la conférence de Berlin (1884-1885) sur le « partage de l'Afrique » par les puissances européennes.

Au lendemain de son indépendance, le 2 mars 1956, le Maroc entreprit de récupérer les territoires disloqués par la colonisation et, faisant valoir des droits historiques, revendiqua ainsi la souveraineté du Sahara occidental. Soumise à une intense pression de la communauté internationale, l'Espagne commença à rétrocéder des territoires occupés au Maroc. Cela débuta en 1956 avec la rétrocession de la région du Nord (Tétouan, Nador), puis en 1958, avec celle de la région de Tan Tan et Tarfaya. Ce n'est qu'en 1969 que Sidi Ifni, située sur la côte atlantique, sera cédée par Madrid. Cependant, le Sahara occidental, pourtant présent depuis 1963 sur la liste des Nations unies des territoires à décoloniser, demeura sous protectorat espagnol.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de Sahraouis, séduit par le modèle socialiste, algérien créa le 10 mai 1973 le ***Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro***, ou ***Frente Polisario***⁴. Se fondant sur l'existence d'un peuple sahraoui et sur son droit à l'autodétermination, il réclama l'indépendance du Sahara occidental.

Parallèlement, les revendications marocaines se faisaient de plus en plus insistantes comme l'illustre la Marche verte, organisée le 6 novembre 1975, à laquelle participèrent pacifiquement 350 000 Marocains.

Le 14 novembre 1975, le gouvernement espagnol signa les accords de Madrid qui établissaient les conditions de la rétrocession du Sahara occidental et de son partage entre le Maroc et la Mauritanie. Le Front Polisario rejeta ces accords et annonça la création, le 27 février 1976, de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Dans le même temps, le mouvement mit en place une structure organisationnelle pyramidale de type marxiste avec, à sa tête, un secrétaire général assisté d'un exécutif de neuf membres appartenant à un bureau politique composé de vingt-et-un membres.

Par ailleurs, le Polisario se lança dans une lutte armée sanglante contre les forces marocaines et mauritaniennes, poussant ainsi Nouakchott à renoncer, en 1979, à ses revendications sur le Sahara occidental. Ces combats provoquèrent néanmoins l'exode massif de nombreux Sahraouis vers les camps installés dans la région de Tindouf, dans l'ouest de l'Algérie.

Dans les premières années du conflit, le Polisario put profiter du soutien militaire de l'Algérie et, dans une moindre mesure, de celui de la Libye, pour remporter des victoires en appliquant une stratégie de guérilla. La supériorité incontestable de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) s'estompa au début des années 1980 lorsque le Maroc prit la décision de construire un « mur de défense ». Cette barrière de sable pouvant atteindre trois mètres de haut et reliant des positions fortifiées donna aux forces armées marocaines un avantage stratégique en leur permettant d'imposer à l'adversaire le choix du champ de bataille.

⁴ Pour une histoire détaillée du Front Polisario et de son évolution politique jusqu'en 2005, on se reportera à notre étude : « *Le Front Polisario : Partenaire crédible de négociations ou séquelle de la guerre froide et obstacle à une solution politique au Sahara Occidental ?* » <http://www.esisc.org/documents/pdf/fr/le-front-polisario.pdf>

Pendant toute la durée de construction du mur de défense (de 1980 à 1987), l'APLS dut abandonner sa stratégie de guérilla et fut réduite à tenter de percer la barrière, sans véritable succès.

En 1991, un cessez-le-feu fut signé par le Maroc et le Front Polisario sous l'égide des Nations unies. La MINURSO, mission des Nations unies pour un référendum au Sahara occidental, fut créée pour veiller au respect du cessez-le-feu et, comme son nom l'indique, pour préparer la tenue d'un vote sur l'avenir du territoire. Depuis, une série de hauts représentants des Nations unies comme l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker se sont impliqués dans le processus, sans qu'un accord sur la forme du vote ne puisse être trouvé.

A l'occasion du trentième anniversaire de la Marche verte, le roi Mohammed VI annonça le lancement d'un processus de consultation interne sur une éventuelle autonomie du Sahara occidental qui pourrait déboucher sur des propositions concrètes. Rabat présenta ainsi en avril 2007 un projet d'autonomie élargie pour le Sahara occidental prévoyant l'élection d'une administration locale avec notamment un parlement. Salué par les Nations unies, l'Europe et les Etats-Unis comme une proposition « *sérieuse et crédible*⁵ », le plan marocain a pourtant été rejeté par le Polisario.

Les discussions sur ce plan, dites processus de Manhasset, continuent encore à ce jour mais restent dans l'impasse. L'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross, déclarait en effet à l'issue de nouveaux entretiens informels entre le Maroc et le Polisario que « *les propositions des deux parties ont encore été présentées et débattues. A la fin de ce meeting, aucune des deux parties en présence n'a accepté la proposition de l'autre comme base de négociations futures*⁶ ».

2.1. Une comparaison intéressante : le Front Polisario et le mouvement républicain irlandais

Il est intéressant, de ce point de vue, de comparer l'évolution du Front Polisario à celle d'un autre mouvement indépendantiste, européen, celui-ci : le mouvement républicain irlandais.

Après des décennies de lutte politique contre le traité anglo-irlandais de 1921, qui donnait naissance à la République d'Irlande au sud de l'île mais entraînait la partition de celle-ci, le mouvement républicain fonda, durant l'été 1969, l'**Ira Provisoire**⁷. De 1969 à 1997, l'IRA multiplia les opérations de guérilla et de terrorisme contre les forces britanniques présentes en Ulster, les forces unionistes protestantes et la police nord irlandaise. Entre 1969 et la cessation des hostilités, l'action de l'IRA entraîna la mort de plus de 1820 personnes. **L'organisation fut longtemps considérée comme étant le groupe terroriste nationaliste le plus virulent et dangereux d'Europe et celui bénéficiant du plus large soutien populaire.**

Mais quand il devint clair que la Grande-Bretagne ne céderait jamais à la violence, un processus de négociation s'ouvrit entre les parties en conflit et celles-ci, en quelques années, mirent sur pied un accord de paix qui entraîna la fin des hostilités et le désarmement de l'IRA, qui renonça à son objectif – la sécession de l'Irlande du Nord d'avec le Royaume-Uni et son

⁵ J. Peter Pham, « Western Sahara: Time to Move Ahead, Realistically », *World Defense Review*, 11 juin 2009. <http://worlddefensereview.com/pham061109.shtml>

⁶ « Sahara Occidental : les entretiens entre le Maroc et le Front Polisario débouchent dans une impasse », Magharebia, 12 février 2010. <http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/newsbriefs/general/2010/02/12/newsbrief-01>

⁷ Provisional Irish Republican Army, le plus souvent désignée sous l'acronyme « IRA ».

rattachement à la République d'Irlande. **Longtemps considérée comme un rassemblement de tueurs fanatiques et sans scrupules, l'IRA fut donc capable de faire preuve d'une maturité politique suffisante et d'assez de clairvoyance pour tourner le dos à la violence et devenir partie prenante du jeu politique irlandais à l'intérieur d'un territoire qui continuerait à être administré par la Couronne britannique.**

Confronté à une situation au fond assez similaire – l'impossibilité de concilier ses buts premiers et fondateurs et la réalité géopolitique du moment – **le Front Polisario refuse d'effectuer sa mutation et se cramponne au rêve indépendantiste, au risque de sacrifier ceux qui le suivent encore.** La raison de cette intransigeance – très probablement le diktat d'Alger d'une part et, d'autre part, le refus de la direction du Front d'accepter une évolution qui remettrait très probablement son leadership en question – nous importe moins, ici, que ses conséquences.

Des conséquences négatives pour au moins deux d'entre elles. Premièrement, le maintien de la même ligne politique radicale, alors que la position de l'adversaire marocain a évolué, constitue **une véritable prise en otage des dizaines de milliers de réfugiés sahraouis présents dans les camps de Tindouf.** Deuxièmement, le Front est condamné, par son refus du dialogue, à radicaliser son discours, faisant de plus en plus fréquemment allusion, ces deux dernières années, à une reprise possible de la lutte armée. Il est évident que **cette dialectique guerrière entraîne chez ceux qui y sont soumis l'idée que la violence seule peut leur apporter ce qui leur est promis** alors qu'il est évident pour la plupart des observateurs que la question du Sahara ne sera résolue que par le dialogue et le compromis. En jouant de ce discours « militaire », la direction du Front Polisario entretient artificiellement chez les réfugiés une radicalité qui peut pousser certains de ses membres vers le terrorisme.

LE FRONT POLISARIO AUJOURD'HUI

L'absence d'avancées concrètes, après plus de trente années de combat, n'est pas sans avoir un certain nombre de conséquences pour une organisation dont la raison d'être est l'indépendance du Sahara occidental. L'incapacité du Front Polisario à trouver une issue a considérablement affaibli le mouvement, intensifiant ainsi les dysfonctionnements déjà existants.

3.1. Une organisation affaiblie

En 2005, **Hametti Rabani**, ancien ministre de la Justice et des Cultes de la RASD, dressait un constat sans concession de l'état du mouvement : « **Le Polisario est en situation d'échec. La majorité des anciens combattants l'ont quitté et se sont reconvertis dans les affaires en Mauritanie. De nombreux dirigeants historiques sont partis également. Restent pas mal de jeunes. Que peut leur dire la direction ? Quel espoir peut-elle leur donner ? Aucun, le mouvement est dans l'impasse⁸** ».

Malgré ses premières victoires militaires, l'action du Front Polisario n'a pas permis de règlement politique du conflit, ce qui, en raison de la nature du mouvement et de son combat, n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes.

D'un point de vue militaire, **la construction du « mur de défense », achevé en 1987, et le cessez-le-feu signé en 1991, ont considérablement affaibli l'APLS**, bras armé du Front. Le moral des troupes a en effet été affecté par les échecs militaires et par l'attitude des dirigeants du mouvement qui vivaient dans l'opulence alors que les retards de paiement de leurs soldes s'accumulaient.

Au lendemain du cessez-le-feu, ceci poussa une part importante des combattants à se replier sur la Mauritanie. On estime que 6 000 hommes, soit environ 60% des effectifs de l'APLS ont fait ce choix⁹. La direction du Polisario préféra fermer les yeux sur ces départs qui allaient considérablement alléger le poids financier de l'entretien de l'APLS. D'après la presse mauritanienne, cet exil de soldats du Polisario, et notamment d'officiers, se poursuit encore¹⁰. Si la force exacte de l'APLS demeure inconnue, elle se situe, selon plusieurs estimations, entre 2 000 et 6 000 hommes.

Sur la scène internationale, le Front a pâti de son intransigeance et de son incapacité à négocier mais aussi de l'évolution du contexte géopolitique. Durant la Guerre froide, plus de soixante-dix Etats ont reconnu l'existence de la RASD. Depuis, ce nombre n'a cessé de baisser et **actuellement, seulement une trentaine d'Etats reconnaissent encore la RASD.** De plus, le soutien de nombreux pays occidentaux, comme les Etats-Unis et la France, au plan d'autonomie proposé par le Maroc, qu'ils

⁸ Claude Moniquet (dir.), *Le Front Polisario : Partenaire crédible de négociations ou séquelle de la Guerre froide et obstacle à une solution politique au Sahara occidental ?*, European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC), novembre 2005, p. 68.

⁹ *Ibid.*, p. 34.

¹⁰ Laurence Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental », NATO Reserch Paper N° 30, Collège de Défense de l'OTAN, novembre 2006.

http://se2.isn.ch/serviceengine/Files/EINIRAS/26890/ipublicationdocument_singledocument/7F784FF5-DACD-4839-BoD1-ECAA067D8A93/fr/NATO+RP+30.pdf

décrivent comme « *sérieux et crédible*¹¹ », a affaibli encore un peu plus le Polisario sur la scène diplomatique internationale. Aujourd'hui, le seul véritable soutien sur lequel le Polisario peut compter est celui de l'Algérie, qui instrumentalise les visées indépendantistes des Sahraouis pour tenter de déstabiliser son rival régional : le Maroc.

D'un point de vue politique, **le Polisario a également souffert de l'enlèvement du conflit qui a aggravé l'isolement et la rigidité de sa direction.** Selon un rapport de l'Institut européen de recherche sur la coopération méditerranéenne et euro-arabe, « *depuis la chute du mur de Berlin, les soutiens des pays amis et la motivation idéologique au sein des camps se sont affaiblis. La situation actuelle s'est fortement dégradée. Le mouvement est désormais gouverné par quelques personnes qui visent prioritairement leurs intérêts personnels dans la conclusion du conflit*¹² ».

L'isolement et la sclérose de la direction du Polisario transparaissent également dans **une attitude de plus en plus agressive à l'égard de toute forme de contestation de son mode de gestion et de fonctionnement.** Elle a, entre autres, récemment proféré des menaces à l'encontre d'une ONG américaine mais aussi du contingent français de la MINURSO « *en signe de représailles contre la France qui appuie la position du Maroc*¹³ ».

Ces dérives de la direction du mouvement combinées à l'échec de sa politique ont également participé à sa perte de légitimité vis-à-vis de la population. Pour Sidati El Ghallaoui, ancien diplomate de la RASD, « *cet exercice solitaire du pouvoir par une direction confinée dans ses villas et dont certains membres ne mettent même plus les pieds dans les camps de réfugiés, a induit une grande méfiance de la part de la population de ces camps* ». Et d'ajouter : « *ils n'attendent plus rien de la direction, on assiste à un véritable divorce entre le sommet et la base*¹⁴ ».

Cette désaffection se traduit également par d'importants mouvements d'exil vers la Mauritanie, qui ne se limitent pas uniquement aux militaires mais touchent la population civile et même des notables.

La perte de légitimité du Polisario se traduit également par l'émergence de courants dissidents. Le mouvement *Khat Achahid* (la voie du martyr), créé en juillet 2004, prône en effet la négociation pour résoudre le conflit, sans toutefois exclure la lutte armée¹⁵. Le groupe, dont plusieurs des dirigeants sont installés en Espagne, conteste également la légitimité de l'actuelle direction et dénonce son caractère antidémocratique. « *L'actuelle direction du Front Polisario est illégitime, puisque le 12ème congrès n'a pas été démocratique et légitime. Cette direction n'a aucune légitimité pour négocier ou parler, au nom du peuple sahraoui, avec le gouvernement marocain sur notre futur*¹⁶ », indiquait un communiqué. « *Cette direction corrompue continue à sévir, sans aucun changement, ce qui confirme que Mohamed Abdelaziz méprise notre peuple et fait fi de ces appels répétés au changement, à la justice et à la démocratie au sein du Polisario*¹⁷ », poursuivait le texte.

¹¹ J. Peter Pham, « Western Sahara: Time to Move Ahead, Realistically », *op. cit.*

¹² Olivier Pierre-Louveaux, *Le Sahara occidental aujourd'hui*, Institut européen de recherche sur la coopération méditerranéenne et euro-arabe, Novembre 2003.

<http://www.medeainstitute.org/index.html?doc=1568>

¹³ Laurence Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental », *op. cit.*

¹⁴ Claude Moniquet (dir.), *op. cit.*, p. 39.

¹⁵ Laurence Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental », *op. cit.*

¹⁶ Sahara: les dissidents de Khat Achahid dénoncent l'illégitimité du Polisario, Maghreboo – Agences, 26 décembre 2007. <http://www.maghreboo.com/politique/sahara-les-dissidents-de-khatt-achahid-denonce-l-illegitimite-de-la-direction-du-polisario.html>

¹⁷ *Ibid.*

Par ailleurs, on constate depuis mai 2005 l'apparition de revendications indépendantistes émanant de jeunes Sahraouis non membres du Polisario, agissant apparemment à titre individuel¹⁸. **Cette incapacité du mouvement indépendantiste sahraoui à séduire et à encadrer les jeunes générations augmente le risque de dérive de ces derniers vers la criminalité et le terrorisme islamiste.**

3.2. Un mouvement gangrené par la criminalité

En se penchant sur l'histoire du Polisario, on constate que la problématique des dérives de certains membres du mouvement n'est pas un fait nouveau. Depuis de nombreuses années, **le Front Polisario est en effet régulièrement accusé de détournement des aides humanitaires, financières et matérielles, attribuées par des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que par des organisations internationales.**

De nombreuses affaires de détournement ont été révélées par la presse internationale. Ainsi, le quotidien espagnol *El País* révélait en 1999 qu'une aide de 64 millions de pesetas (environ 385 000 euros) remise par la Croix-Rouge espagnole au Polisario pour acheter 430 chamelles afin d'améliorer les conditions d'alimentation des enfants sahraouis avait disparu. Ces accusations n'ont pas été démenties par Embarek Malainine, le responsable de la coopération internationale du mouvement séparatiste, qui a candidement reconnu que ce détournement n'avait toutefois pas contribué à son « *enrichissement personnel*¹⁹ ».

Cette tendance a été accentuée par le processus de délitement du mouvement qui s'est accéléré ces dernières années. En 2003, l'Union européenne décidait de renforcer **le système de contrôle de son aide humanitaire mais a « rencontré des résistances de la part du Polisario dans l'exécution de sa mission**²⁰ ». Cela n'a toutefois pas permis d'enrayer ce phénomène, si l'on en croit l'ONG *Interfaith International* qui, en 2008, dénonçait devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU le détournement de l'aide humanitaire et sa revente par le Polisario qu'elle accuse de dépenser « *d'énormes sommes d'argent pour des parades militaires*²¹ ».

Le fait que le Polisario n'ait toujours pas autorisé le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) à se rendre dans les camps de Tindouf, ni même à effectuer un recensement, n'augure pas d'une évolution positive à propos de cette pratique du détournement. Une enquête récente de *l'Office Européen de Lutte Antifraude* (OLAF) dont nous avons révélé l'existence dans un briefing publié le 26 avril 2010, établit une possible la coresponsabilité de l'Algérie et du Front Polisario dans ces détournements²².

Parallèlement à ces dérives, l'extrême pauvreté qui règne dans les camps du Front a favorisé le développement de la criminalité. Ni les fonctionnaires, ni même les militaires ne sont épargnés par la faillite des autorités sahraouies qui les contraignent à trouver d'autres sources de

¹⁸ Laurence Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental », *op. cit.*

¹⁹ Ignacio Cembrero, « CRE investigó el desvío por el Polisario de ayudas para comprar 430 camellas », *El País*, 7 mars 1999.

http://www.elpais.com/articulo/sociedad/ESPANA/SAHARA_OCCIDENTAL/SAHARA_OCCIDENTAL/FRENTE_P OLISARIO /RASD/CRUZ_ROJA/CRE/investigado/desvio/Polisario/ayudas/comprar/430/camellas/elpepisoc/19990307elpepisoc_5/Tes

²⁰ Denis Ducarme, *Rapport de la Commission d'enquête indépendante sur les allégations de violations des droits de l'homme, de crimes, d'abus et de détournements divers portées à l'égard du Front Polisario*, Bruxelles/New York, octobre 2006, p. 21.

²¹ *World Refugee Survey – Algeria*, U.S. Committee for Refugees and Immigrants (USCRI), 2008. <http://www.refugees.org/countryreports.aspx?id=2116>.

²² <http://www.esisc.org/documents/pdf/fr/les-camps-de-tindouf-lalgerie-et-le-front-polisario-face-a-leurs-responsabilites-466.pdf>

revenus. Un ancien du Polisario expliquait ainsi en 2001 que « *les officiers reçoivent entre 12 et 17 dollars deux fois par an, une situation qui les force à trouver d'autres revenus, (...) comme le trafic*²³ ».

De plus, **le mouvement est également impliqué dans des activités illégales destinées à enrayer le recul de l'adhésion populaire.** Selon l'universitaire Aymeric Chauprade, le Polisario est amené « à acheter de plus en plus les siens » pour palier sa perte de légitimité. Il a pour cela recours à divers trafics et participe activement « *aux filières d'immigration clandestine*²⁴ ». Ces pratiques ont attiré l'attention des Nations unies qui les ont dénoncées dans plusieurs rapports²⁵. Parallèlement, on notera que de nombreux Sahraouis liés au mouvement séparatiste ont fait l'objet d'arrestations pour des faits liés au trafic d'armes, d'essence, de contrebande de cigarettes ou de pièces détachées de voitures²⁶.

Le développement de la criminalité dans les rangs du Polisario doit également être mis en relation avec l'impunité qui existe dans le Sahel et qui a, comme pour le terrorisme, favorisé le développement de trafics en tout genre. La région est à la fois une importante zone de production de drogue (cannabis) et un couloir de transit vers l'Europe pour la cocaïne en provenance d'Amérique latine. D'après un conseiller du secrétaire général des Nations unies, les trafiquants latino-américains « *se battent pour obtenir le contrôle des itinéraires transsahariens qui leur permettent d'acheminer leurs drogues vers l'Europe et jusqu'au Golfe*²⁷ ».

L'implication du Polisario dans le trafic de drogue a été confirmée par le démantèlement, en janvier 2007, d'un réseau de trafic de stupéfiants dans le nord de la Mauritanie. Selon les autorités locales, « *des éléments du Polisario, venus du territoire algérien à bord de véhicules 4X4, se rendaient, de manière fréquente, à l'endroit où était cachée la marchandise dans la localité de Fdirik, à une vingtaine de kilomètres de Zouerate*²⁸ ».

Le mouvement indépendantiste sahraoui **profite également de sa position privilégiée dans une région échappant au contrôle des Etats pour s'enrichir en participant au trafic d'armes.** En effet, selon une récente publication du Collège de Défense de l'OTAN, « *les camps de réfugiés sahraouis du Front Polisario du sud-ouest algérien, le sud de la Libye ou le nord du Mali, sont également des zones de transit [pour la contrebande d'armes]. En raison de sa position stratégique, la ville de Tindouf représente le point de passage idéal entre le Sahel de l'est et le Sahel de l'ouest*²⁹ ».

En février 2010, un trafiquant d'armes était arrêté près de **Smara** (Sahara occidental) et s'avérait être, lui aussi, un membre du Front Polisario³⁰.

²³ *World Refugee Survey – Algeria*, U.S. Committee for Refugees and Immigrants (USCRI), 2008. <http://www.refugees.org/countryreports.aspx?id=2116>

²⁴ Aymeric Chauprade, « Sahara, le risque des 'zones grises' », *L'Economiste*, décembre 2006.

²⁵ Kofi Annan, *Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental*, S/2004/827, 20 octobre 2004.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/No4/555/85/PDF/No455585.pdf?OpenElement>

²⁶ Claude Moniquet, *op. cit.*, p. 71.

²⁷ Nadja Bouchira, « Comment désamorcer la bombe du Sahel ? », *El Watan*, 15 juin 2008,

<http://www.elwatan.com/Terrorisme-trafic-et-conflit>

²⁸ « Mauritanie : Des éléments du Polisario impliqués dans une affaire de drogue », MAP, 19 janvier 2007. http://www.emarrakech.info/Mauritanie-Des-elements-du-polisario-impliques-dans-une-affaire-de-drogue_a10638.html

²⁹ Laurence Ammour, « Evaluation des risques liés à la criminalité dans l'arc sahélien », NATO Research Paper N°53, Collège de Défense de l'OTAN, novembre 2009.

<http://www.scribd.com/doc/24077787/RP-NDC-Criminalite-Sahel-novembre09>

³⁰ Assabah, jeudi 25 février 2010.

3.3. Un mouvement en proie à l'islamisme radical

La criminalité n'est pas le seul problème régional qui menace un mouvement séparatiste en pleine décomposition. Le développement de l'islamisme radical en Afrique du Nord, concrétisé par la création en 2007 d'une filiale d'al-Qaïda dans la région, n'a pas épargné le Front Polisario. En effet, **le vide laissé par la faillite idéologique du Polisario a conduit une partie de la frange la plus jeune du mouvement à se tourner vers une pratique radicale de la religion.** Selon Hametti Rabani, les jeunes « *n'attendent plus rien des chefs du Polisario mais tout de Dieu. Dieu remplit le vide laissé par l'idéologie passéiste de la direction du Polisario*³¹ ».

Il semble en effet que l'évolution du contexte géopolitique et **la fin de la Guerre froide aient favorisé la substitution du marxisme par l'islamisme radical** qui, depuis le 11-Septembre, apparaît comme la nouvelle idéologie transnationale de contestation de l'ordre mondial actuel. L'universitaire français Aymeric Chauprade va plus loin en affirmant que ce basculement idéologique du mouvement a été précipité par « *l'arrivée dans ses rangs d'une nouvelle génération de militants imprégnés d'intégrisme lors de son passage dans les universités algériennes*³² ».

D'autres personnalités comme Saïd Djinnit, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, ont insisté sur les **liens entre la criminalité et l'islamisation.** « *Le regain de tension dans la région sahélienne est la combinaison de plusieurs facteurs. Il y a des rébellions anciennes sur lesquelles sont venues se greffer de nouveaux phénomènes, le terrorisme, qui est présent dans la région mais surtout le trafic de drogue et le crime organisé qui se sont développés de façon très importante*³³ », explique-t-il.

On notera néanmoins que cette radicalisation de la frange la plus jeune n'est pas un fait nouveau. En effet, selon **Mustapha Bouh**, ancien membre du bureau politique du Front, **les liens entre des membres du Polisario et des courants islamistes radicaux remontent aux années 1980.** « *Tout a commencé à la fin des années 1980. Des étudiants venus des camps de Tindouf et présents dans les universités d'Alger ou d'autres villes du nord y ont rencontré des membres du FIS [Front islamique du Salut] qui tenaient le haut du pavé dans les facultés à cette époque. Ils ont été contaminés et sont revenus animés par l'idéologie islamiste*³⁴ », explique M. Bouh.

Ces premiers contacts ont permis le **développement de relations suivies entre des membres du Polisario et des terroristes du GIA (Groupe islamique armé) algérien qui ont évolué, dans certains cas, vers ce qui s'apparente à un soutien militaire.** En effet, en 1994, des armes fournies par l'armée algérienne au Polisario ont été retrouvées, par ces mêmes services de sécurité algériens, entre les mains de militants du GIA³⁵. Les conditions dans lesquelles ces armes se sont retrouvées en possession de terroristes algériens n'ont pas été établies. On ignore en effet si ces dernières ont été vendues dans le cadre d'un trafic ou fournies aux terroristes par des sympathisants dans les camps de Tindouf.

Cet épisode a néanmoins mis en lumière la proximité entre le Front Polisario et des groupes terroristes islamistes et attiré l'attention des autorités algériennes sur cette possible dérive. D'après un officier supérieur marocain, « *la Sûreté militaire algérienne a demandé des*

³¹ Claude Moniquet (dir.), *op. cit.*, p. 68.

³² Cité in Laurence Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental », *op. cit.*

³³ *Ibid.*

³⁴ Claude Moniquet (dir.), *op. cit.*, p. 68.

³⁵ *Ibid.*, p. 69.

explications au Polisario et a très sérieusement resserré son contrôle sur les islamistes appartenant au Front³⁶ ».

³⁶ *Ibid.*, p. 69.

RAPPROCHEMENT ENTRE LE FRONT POLISARIO ET L'AQMI

Les attentats du 11 septembre 2001 ont ravivé l'activité terroriste en Afrique du Nord en donnant une nouvelle raison d'être à des groupes islamistes comme le GSPC algérien. La menace s'est par la suite étendue vers le sud, offrant ainsi une nouvelle perspective aux jeunes errant dans les camps de Tindouf mais également à des membres, anciens ou en activité, du Polisario.

4.1. Développement du terrorisme dans le Sahel

L'année 2007 a marqué un tournant dans l'évolution du terrorisme en Afrique du Nord. Le GSPC algérien a en effet décidé d'intégrer la mouvance djihadiste globale en devenant al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). **Ce ralliement à l'organisation d'Oussama Ben Laden a favorisé l'émergence, en Algérie, d'attentats suicides de grande envergure, semblables à ceux perpétrés par la mouvance djihadiste en Irak et en Afghanistan. Une pratique qui n'avait jamais été observée dans ce pays, même durant les tragiques événements des années quatre-vingt-dix.**

Durant l'année 2007, l'Algérie fut frappée par trois opérations suicides majeures. Le 11 avril, l'explosion quasi-simultanée de trois voitures piégées à Alger tua au moins trente personnes et en blessa plusieurs centaines. Le 11 juillet, 10 personnes trouvèrent la mort dans un attentat suicide au camion piégé contre une caserne à Lakhdaria. Enfin, le 11 décembre de cette même année, deux attentats suicides contre une représentation des Nations unies et un bâtiment de la Cour suprême à Alger provoquèrent la mort d'au moins 60 personnes dont plusieurs étrangers. Outre le mode opératoire, cette attaque a également mis en évidence l'influence d'al-Qaïda sur le choix de cibles étrangères.

Cette tendance continua durant la première partie de 2008, qui fut encore marquée par plusieurs attentats suicides visant principalement les forces de sécurité et des intérêts occidentaux. Néanmoins, cette stratégie ne laissa d'autre choix aux autorités algériennes que d'accroître sensiblement leurs efforts dans le domaine du contre-terrorisme.

Par ailleurs, cette explosion de violence et ses nombreuses victimes civiles raviva l'hostilité de la société algérienne, traumatisée par la vague terroriste des années 1990. **Ces deux facteurs contribuèrent au déplacement du centre de gravité du terrorisme régional vers le Sahel, où les groupes terroristes associés à l'AQMI pouvaient bénéficier de larges espaces, de frontières poreuses et du manque de coopération entre les Etats de la région pour opérer presque librement.**

En marge de l'AQMI, un petit groupe salafiste local, *Imarat Assahraa* (*L'Emirat du Sahara*) commença à se développer dans le sud algérien. D'après diverses sources sécuritaires et de renseignement que nous avons pu interroger, *Imarat Assahraa* aurait été formé entre autres par des combattants venus des camps du Polisario³⁷.

Ainsi, depuis 2008, les enlèvements d'Occidentaux se multiplient dans toute la région, devenant une des principales expressions de l'activité terroriste en Afrique du Nord.

³⁷ Entretiens avec membres de services de renseignement occidentaux actifs en Afrique du Nord, printemps 2010.

- Le 22 février 2008, deux touristes autrichiens étaient kidnappés dans le sud de la Tunisie puis transférés dans des camps de l'AQMI au nord du Mali. Ils ont été libérés après huit mois de captivité.
- Le 14 décembre 2008, deux diplomates canadiens étaient enlevés au nord-ouest de Niamey, au Mali, et relâchés le 22 avril 2009.
- Le 22 janvier 2009, quatre touristes européens (deux Suisses, un Allemand et un Britannique) tombèrent entre les mains de l'AQMI dans l'ouest du Niger, à quelques kilomètres de la frontière avec le Mali. Un des otages, le Britannique Edwin Dyer, sera exécuté par l'AQMI à la fin de mois de mai 2009.
- Le 23 juin 2009, un humanitaire américain était tué dans la capitale mauritanienne alors qu'il résistait à une tentative de kidnapping. L'opération a été revendiquée par l'AQMI.
- Le 25 novembre 2009, le Français Pierre Camatte était enlevé par des hommes armés dans le nord du Mali, à une centaine de kilomètres de la frontière avec le Niger. Il sera plus tard livré à l'AQMI. Il sera libéré le 23 février 2010 au Mali.
- Le 29 novembre 2009, trois humanitaires espagnols étaient kidnappés par des hommes armés dans le nord-ouest de la Mauritanie. L'AQMI revendiqua par la suite cette opération.
- Le 18 décembre, un couple italien et leur chauffeur étaient enlevés dans l'est de la Mauritanie, près de la frontière avec le Mali.
- Le 8 avril 2010, l'intervention des services de sécurité mauritaniens permettait de mettre en échec la tentative d'enlèvement d'un couple français à Nouakchott, non loin de l'ambassade de France.
- Le 22 avril 2010, un touriste français et son chauffeur étaient kidnappés par des hommes armés dans le nord du Niger, près de la frontière avec l'Algérie.

▪ **Le glissement de l'activité terroriste vers le sud fut également accompagné du premier attentat suicide recensé en Mauritanie.** Le 8 août 2009, un jeune kamikaze actionna sa ceinture d'explosifs à l'extérieur de l'ambassade de France à Nouakchott, blessant légèrement trois personnes, dont deux gendarmes français qui faisaient leur jogging à proximité. Selon les autorités locales, le jeune kamikaze mauritanien, âgé d'une vingtaine d'années, avait séjourné dans les camps de l'AQMI situés entre la Mauritanie, l'Algérie et le Mali. L'AQMI revendiqua l'attentat peu après, le qualifiant de « *réaction aux attaques menées par les croisés contre l'islam et les musulmans*³⁸ ».

Quelques jours auparavant, **l'organisation terroriste avait affirmé avoir tué près de trente soldats maliens lors de l'embuscade d'un convoi près de Tombouctou.** Les autorités maliennes ont confirmé des affrontements, signalant cependant qu'ils avaient causé de nombreuses victimes de chaque côté.

On relèvera néanmoins l'aspect rudimentaire de la plupart de ces attaques menées dans le Sahel. L'attentat suicide contre l'ambassade de France en Mauritanie, dont le kamikaze fut la seule victime, illustre en l'effet **l'écart qui existe, au niveau du savoir-faire, entre les éléments de l'AQMI en Algérie et en Mauritanie.** On a en effet vu apparaître en 2007 et 2008 en Algérie des opérations suicides coordonnées de

³⁸ « Al-Qaïda au Maghreb revendique l'attentat anti-français », RFI, 18 août 2009. http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_83789.asp

grande envergure impliquant des véhicules piégés semblables à celles menées par al-Qaïda en Irak ou par les Talibans au Pakistan et en Afghanistan. Si l'activité terroriste a indéniablement augmenté au Sahel, le niveau de sophistication des attaques reste beaucoup moins élevé. La tentative d'enlèvement manquée (mais qui aboutit malheureusement à sa mort) d'un humanitaire américain à Nouakchott en juin 2009 est également révélatrice de cette différence.

4.2. Multiplication d'indices sur les liens entre le Polisario et l'AQMI

Parallèlement à ce glissement du centre de gravité de l'activité terroriste régionale vers le Sahel, **on a constaté l'émergence d'indices révélateurs de liens entre l'AQMI et des éléments du Front Polisario.**

Une des premières illustrations remonte à décembre 2003, lorsque les services de sécurité mauritaniens ont arrêté Baba Ould Mohammed Bakhili, un cadre du Front Polisario, et plusieurs de ses lieutenants, sympathisants du mouvement indépendantiste sahraoui, pour leur implication dans le vol d'explosifs dans les locaux de la Société nationale mauritanienne de l'industrie minière (SNIM). Bien que la SNIM ait été la cible du Polisario à plusieurs reprises dans les années 1970, la nature du matériel dérobé a suscité de nombreuses interrogations. Les 153 bouteilles de produits inflammables et les quelque 12 kilomètres de fil utilisé pour des explosions télécommandées retrouvés dans la ville mauritanienne de Zérouate **ne font en effet pas partie du matériel utilisé habituellement par les guérillas mais plutôt par des organisations terroristes désireuses de fabriquer des bombes**³⁹. Alors que les mobiles exacts de ce groupe demeurent inconnus, **on peut se demander si cette opération était destinée à permettre au groupe de préparer des attentats ou s'il désirait vendre ces produits à des groupes islamistes radicaux présents dans le Sahara.**

Des indices plus probants ont émergé à l'occasion de l'attaque menée le 4 juin 2005 par le GSPC contre une caserne des forces de sécurité mauritaniennes à **Lamghiti**. L'opération, conduite par Mokhtar Belmokhtar, un cadre du GSPC, et à laquelle plus d'une centaine d'hommes a participé a fait au moins 15 morts et 17 blessés. **Elle renforça les doutes existant à propos d'une collaboration entre des membres du Front et des groupes islamistes radicaux en raison de la participation de véhicules du Polisario à cette attaque menée par le prédécesseur de l'AQMI.** De plus, selon plusieurs témoins, **certains des assaillants s'exprimaient en hassani, un dialecte parlé en Mauritanie et au Sahara occidental**⁴⁰.

On a également relevé depuis quelques années **un intérêt certain de l'AQMI pour le Front Polisario, qui est devenu un des principaux bassins de recrutement de l'organisation terroriste.** L'opportunité que représentent les camps du Polisario pour une organisation comme l'AQMI a également été soulignée par Michael Braun, ancien directeur des opérations de la DEA (*Drug Enforcement Agency*), l'agence américaine de lutte anti-drogue. Dans les camps de Tindouf, estime M. Braun, **« les jeunes âgés entre 16 et 25 ans sont spoliés de leurs droits et vivent dans des conditions abjectes et sans espoir d'un lendemain meilleur »**. Et d'ajouter, **« les organisations terroristes puissantes telle al-Qaïda au Maghreb islamique sont des experts en matière de détection de personnes présentant de tels signes de vulnérabilité. Ainsi, les camps de Tindouf représentent une mine d'or potentielle pour les recruteurs de groupes comme AQMI**⁴¹ ».

³⁹ Claude Moniquet (dir.), *op. cit.*, p. 69.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 71.

⁴¹ « Tindouf risque de devenir une pépinière de terroristes selon un expert américain », *Aujourd'hui Le Maroc*, 18 février 2010. <http://www.aujourd'hui.ma/couverture-details74196.html>

Citant des sources sécuritaires locales, le quotidien algérien *El Khabar* faisait état, en juillet 2008, de la présence de plusieurs individus issus du Sahara occidental dans les camps d'entraînement de l'AQMI situés près de la frontière avec le Mali⁴². Dans le même temps, la presse marocaine révélait que **des membres de l'organisation terroriste écumaient les camps du Polisario, notamment ceux de Tindouf, dans le but d'enrôler de nouveaux éléments** rompus aux techniques de combat dans le désert. Elle estima même à 265 le nombre d'anciens du Polisario qui auraient rejoint l'AQMI⁴³.

Un an plus tard, au début du mois de septembre 2009, c'est le site arabophone *Algeria Times*, souvent très bien informé qui révélait que l'AQMI aurait recruté « **plus de 200 jeunes musulmans européens, américains et canadiens** » pour les envoyer dans des camps d'entraînements du groupe radical somalien **al-Shabaab**. Et le site de mettre en exergue le rôle important joué dans le recrutement de djihadistes en Europe par « **d'anciens membres du Polisario** » reconvertis dans l'islamisme radical et dirigeant des réseaux logistiques en Espagne⁴⁴.

4.3. L'affaire « Omar le Sahraoui » et autres cas particuliers

Alors que les indices sur la collusion de membres du Polisario avec le terrorisme islamiste sont déjà nombreux, **l'enlèvement de trois humanitaires espagnols en novembre dernier témoigne de l'ampleur du phénomène en mettant en évidence le glissement de certains cadres du mouvement indépendantiste sahraoui vers le terrorisme.**

En effet, le 29 novembre 2009, trois ressortissants espagnols de l'association catalane *Barcelona Accio Solidaria* étaient kidnappés dans le nord-ouest de la Mauritanie. Leur convoi, qui transportait de l'aide humanitaire en provenance de Barcelone, a été attaqué par des hommes armés sur la route entre Nouadhibou et Nouakchott, à environ 170 kilomètres de la capitale mauritanienne. Selon la presse, les ravisseurs ont tiré à plusieurs reprises pour faire stopper la caravane composée de plusieurs véhicules. Ils ont ensuite embarqué les trois humanitaires, qui se trouvaient dans une voiture en queue de convoi, dans un pick-up et ont quitté la route goudronnée afin de s'enfuir par des pistes sablonneuses à travers le désert⁴⁵. L'AQMI revendiqua le kidnapping des Espagnols, en même temps que celui du Français Pierre Camatte, au début du mois de décembre dans un message diffusé par la chaîne de télévision *Al Jazeera*⁴⁶.

L'enquête des services de sécurité mauritaniens les mena vers Omar Ould Sid'Ahmed Ould Hamma, dit « Omar le Sahraoui », dont les services auraient été loués contre de l'argent par Mokhtar Belmokhtar, émir de l'AQMI dans le Sahel. L'individu âgé d'une cinquantaine d'années a été arrêté en février 2010 près de la frontière avec le Mali et inculpé fin mars par le parquet de Nouakchott pour « *atteinte délibérée à la vie de personnes, leur enlèvement et leur séquestration, conclusion d'accord contre compensation aux fins de disposer de la liberté d'autrui* ». Il devra également

⁴² « Des terroristes touaregs et du Sahara occidental dans les fiefs d'Al Qaïda du sud », *El Khabar*, 15 juillet 2008.

⁴³ « L'organisation d'al-Qaïda recrute des Sahraouis dans les camps de Tindouf », *Al-ahdath Almaghribia*, numéro 3468, 6 août 2008.

⁴⁴ <http://www.algeriatimes.net/news/algernews.cfm?ID=1804>

⁴⁵ « Enlèvement de trois humanitaires de l'ONG catalane Barcelona-Accio », AFP, 30 novembre 2009. <http://www.france24.com/fr/20091130-humanitaires-espagnol-enlevés-mauritanie-barcelone-accio-ong-senegal>

⁴⁶ « Al-Qaeda group claims kidnappings », *Al Jazeera*, 8 décembre 2009. <http://english.aljazeera.net/news/africa/2009/12/20091287345403295.html>

répondre du chef d'inculpation de « *l'utilisation du territoire mauritanien pour mener des agressions contre les citoyens d'un pays étranger (Espagne), port et usage d'armes et de munitions de façon illégale*⁴⁷ ».

Or, selon le quotidien espagnol *ABC*, **Omar le Sahraoui est un ancien cadre du Front Polisario, qui a « formé une partie de l'organigramme » du mouvement.** N'étant pas membre à part entière de la cellule de Belmokhtar, cet « *homme du désert* » a mis sa connaissance du territoire et « *son expérience au service des terroristes et autres trafiquants de drogue et d'autres produits de contrebande comme le tabac*⁴⁸ ». D'après des sources proches de l'enquête citées par *ABC*, il aurait également été chargé de fournir à l'AQMI les véhicules nécessaires pour échapper aux raids des forces de sécurité mauritaniennes et traverser la frontière avec le Mali.

Par ailleurs, d'autres membres du Front auraient également été arrêtés avec Omar le Sahraoui, en relation avec l'enlèvement des trois humanitaires espagnols. **En effet parmi la vingtaine de personnes inculpées dans cette affaire, certaines seraient des militaires en exercice du Polisario.** On trouve parmi eux Mohamed Salem Mohamed Ali Ould Rguibi, âgé d'environ cinquante ans, et Mohamed Salem Hamoud, à peine âgé de vingt ans, opérant tous deux dans la quatrième région militaire, dite « M'heriz », basée à Tindouf. Naffi Ould Mohamed M'Barek, la quarantaine, qui opérait dans la septième région militaire avant de se lancer dans la contrebande et le trafic dans le nord de la Mauritanie, figurerait également parmi les personnes inculpées par la justice mauritanienne⁴⁹.

Cette affaire est une parfaite illustration des dérives qui se multiplient dans la région et du facteur aggravant joué par une organisation en totale déliquescence comme le Front Polisario. Elle montre la diversité des liens qui existent entre le Polisario et l'AQMI, dans la mesure où ce rapprochement ne répond pas à un modèle unique. En effet, si on a vu que des jeunes Sahraouis désœuvrés pouvaient se laisser séduire par l'idéologie de l'AQMI, **ce dernier exemple montre que des membres actifs du mouvement à la recherche de revenus complémentaires, tout comme des mercenaires qui cherchent à rentabiliser leur expérience passée dans les structures militaires du mouvement indépendantiste sahraoui, peuvent basculer dans le terrorisme après être vraisemblablement passés par diverses formes de trafic.** La diversité des voies qui mènent à cette dérive terroriste est une énième preuve du niveau avancé de décomposition du Front Polisario plus de trente-cinq ans après sa création.

Elle illustre également la **complexité des enjeux sécuritaires de la région où il devient de plus en plus difficile de distinguer les terroristes des trafiquants en tout genre.** Cette collusion entre terrorisme, trafic d'armes et de drogues, et membres anciens ou actuels d'un mouvement indépendantiste en décomposition a permis le développement de ce qui est présenté par l'Institut Thomas More comme une « **industrie hybride de l'enlèvement**⁵⁰ » qui, grâce au paiement de rançons, finance le terrorisme et les activités de l'AQMI dans toute la région.

⁴⁷ « L'auteur présumé du rapt des trois espagnols écroué », AFP, 30 mars 2010.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20100330120803/actualite-afrique-auteur-presume-du-rapt-des-trois-espagnols-ecroue.html>

⁴⁸ « Mercenario de Al Qaida », *ABC*, 12 avril 2010. http://www.abc.es/hemeroteca/historico-12-04-2010/abc/Nacional/mercenario-de-al-qaida_14043335259.html

⁴⁹ Abdellatif Mansour, « Al Qaïda-Polisario : la liaison dangereuse », *Maroc Hebdo International*, No. 881, 9 avril 2010. http://www.maroc-hebdo.press.ma/MHinternet/Archives_881/pdf_881/page22et23.pdf

⁵⁰ *Pour une sécurité durable au Maghreb : Une chance pour la région, un engagement pour l'Union européenne*, Institut Thomas More, avril 2010, p. 15. <http://institut-thomas-more.org/mag/Fr.pdf>

Autre cas intéressant : celui de **Mohamed Fadel Ould Mohamed Salem**. Né dans les camps de Tindouf, ce jeune homme a été envoyé en Russie pour y poursuivre ses études et est **entré en contact avec des islamistes radicaux qui l'ont persuadé de se rendre en Tchétchénie pour y rejoindre la djihad contre les Russes**. Arrêté au Kazakhstan, il y a été condamné à quatre ans de prison suite auxquels il a été expulsé vers l'Algérie⁵¹. Il vit aujourd'hui, avec ses enfants, dans les camps de Tindouf.

Mais, on l'a vu, les ralliements à l'AQMI et à son idéologie djihadiste ne concernent pas que des « soldats » du Front Polisario. Des cadres de cette organisation ont également été gagnés par la contagion, ce qui peut s'avérer particulièrement dangereux puisque ces membres éminents du groupe sont à même d'en influencer d'autres et, donc, de devenir de véritables pôles de recrutement islamiste dans les camps.

Ainsi, en janvier 2010, **les services de sécurité algériens arrêtaient Mahjoub Mohamed Sidi, mufti du Polisario et l'un des imams les plus radicaux de Tindouf**. Il était suspecté d'entretenir des liens avec l'AQMI et une perquisition permit de découvrir à son domicile une vingtaine de kilos d'explosifs, des armes et une correspondance avec certains dirigeants de l'AQMI⁵².

Au-delà de la frustration créée par le manque de perspectives politiques aujourd'hui offertes par la direction du Front Polisario, **l'un des éléments majeurs qui, selon nos sources, motiverait les membres du Polisario désireux de rejoindre les rangs de l'AQMI ou d'autres organisations islamistes armées serait le fait que ces groupes tentent de cibler le Royaume du Maroc, le pays même que la propagande séparatiste leur a appris à haïr depuis leur enfance**. Ces cellules islamistes apparaissent ainsi à de jeunes désespérés comme étant capables de réaliser ce que la direction du Polisario promet depuis des années mais n'est jamais arrivée à accomplir : créer une *Intifada* à l'intérieur même du Sahara occidental et du sud marocain voire y porter la lutte armée. Ainsi, un groupe djihadiste démantelé au Maroc en 2009, **Fath Al Andalous**⁵³, envisageait de mener une opération terroriste de grande envergure au Sahara occidental et disposait, à Layaoune et Boujdour⁵⁴, deux villes du Sahara, de cellules opérationnelles entretenant des liens avec des éléments du **Front Polisario**.

⁵¹ Entretien avec une source sécuritaire russe, avril 2010.

⁵² Al-Alam, 8 janvier 2010. Ces faits nous été confirmés par des sources proches des services de renseignement algériens.

⁵³ Après sa découverte, Fath al-Andalous a suscité un très grand intérêt de la part de tout les services de renseignement occidentaux actifs en Afrique du Nord, du fait de sa composition hétéroclite : il était financé par une cellule en France, disposait d'un appui logistique fourni par des combattants mauritaniens de l'AQMI, et recrutait dans les provinces du sud du Maroc, pour ce qui est du volet opérationnel.

⁵⁴ Huit membres de ce groupe ont été condamnés à des peines de 4 à 8 ans de prison par le tribunal de Salé, le 2 avril 2010.

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu, **l'enlèvement du conflit du Sahara occidental et l'absence de perspectives de résolution ont considérablement accru la vulnérabilité du Front Polisario**. Ils ont fortement entamé la légitimité de la direction du mouvement qui s'est encore un peu plus isolée de sa base, se contentant de défendre les intérêts particuliers et financiers des principaux dignitaires du régime.

Cette faillite aussi bien morale qu'économique du Polisario, qui n'est pas nouvelle mais qui a été accélérée par le cessez-le-feu de 1991 et la fin de la Guerre froide, a permis à un nombre important de Sahraouis de prendre conscience du caractère vain de la lutte indépendantiste. Si, comme on le sait, de nombreux anciens cadres du Polisario ont rompu avec le mouvement, préférant l'exil vers l'Espagne, le Maroc ou la Mauritanie, les Sahraouis les plus jeunes et/ou les plus modestes partageant ce constat d'échec ont également cherché à s'émanciper.

La criminalité, et notamment les trafics de drogue et d'armes qui se sont développés dans la région depuis quelques années, est alors apparue à de nombreux Sahraouis comme la seule perspective d'avenir viable. **Cette dérive criminelle a également permis la transition vers le terrorisme islamiste**, tant la frontière entre les deux activités est poreuse en Afrique du Nord. **Si l'on prend également en considération le vide idéologique laissé par la faillite du marxisme-léninisme dont se réclamait le Polisario, on comprend aisément que l'islamisme radical se soit, pour certains, substitué au combat indépendantiste.**

Il convient toutefois de préciser que la situation est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît et que les parcours qui mènent au terrorisme sont divers. La criminalité organisée peut en effet amener à participer au soutien d'une cellule terroriste en lui fournissant des armes ou du renseignement par simple opportunisme, sans que cela illustre forcément une adhésion à l'idéologie islamiste.

Cette collusion entre terroristes et trafiquants, qui ne permet pas clairement d'établir de frontière entre ces deux activités, est néanmoins un signe tangible de la détérioration de la situation sécuritaire dans le Sahel, en passe de devenir une véritable « zone grise ».

Cette étude a néanmoins permis de démontrer que les liens entre le délitement du Front Polisario et le développement du terrorisme au Sahel sont de plus en plus étroits et que **l'effondrement du mouvement indépendantiste sahraoui alimente l'activité de l'AQMI**. **Si cette hypothèse reflétait à l'origine la simple crainte d'une dérive du Polisario, elle devient chaque jour un peu plus concrète, au point de faire désormais consensus chez les analystes de la situation sécuritaire dans la région.** L'implication d'Omar le Sahraoui et d'autres membres du Polisario dans l'enlèvement en novembre dernier des trois humanitaires espagnols pour le compte de l'AQMI n'en est que l'illustration la plus pertinente et la plus récente.

On comprend ainsi un peu mieux la volonté du Congrès américain de voir ce conflit se résoudre au plus vite. Il est d'ailleurs intéressant de constater que cette question occupe une place de plus en plus importante dans les médias américains, comme en témoignent les nombreux articles publiés depuis le début de l'année 2010.

L'enjeu est en effet d'autant plus crucial que la non résolution du problème du Sahara occidental entretient la rivalité entre le Maroc et l'Algérie. Parallèlement à la participation du

Polisario à l'instabilité régionale, les tensions entre Rabat et Alger, en bloquant toute coopération régionale sur les questions de sécurité, sont une des principales raisons expliquant le développement du terrorisme dans le Sahel depuis quelques années.

Copyright© ESISC 2010